



# SECTEUR FÉDÉRAL CGT CHEMINOTS DE LORRAINE

Nancy, le 20 Janvier 2020

## Communiqué de presse

### **La CGT des cheminots lorraine dénonce un Gouvernement pyromane qui n'écoute pas la population !**

Les évènements de ces dernières années, sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme et du maintien de l'ordre social, nous rappellent amèrement que la répression pénale et policière n'est pas étrangère au syndicalisme et aux luttes de façon générale. Comme syndicaliste nous aurions pu espérer cette époque révolue mais la justice reste et restera une justice de classe dans cette société, c'est toutes les composantes de nos vies qui sont impactées.

L'escalade sécuritaire et autoritariste prise par le pouvoir ne peut que conduire à une impasse. La répression est un signe de faiblesse de la part d'un gouvernement aux abois qui refuse d'entendre le mécontentement qui traverse le pays. Il est urgent de stopper cet engrenage et d'entendre ce qui s'exprime. Cela passe par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, par le développement des services publics, par une autre répartition des richesses favorable à ceux qui les produisent... Autant de revendications largement exprimées par le mouvement social, que ce soit celles des Gilets Jaunes ou lors des mobilisations syndicales, qui doivent être satisfaites. Le Gouvernement s'obstine à fracturer le pays, il tente de diviser les salariés entre eux, il utilise toutes les méthodes de caniveau pour salir les grévistes. Il est le seul à pouvoir apaiser la situation en retirant un projet qui est très largement rejeté. Mais il veut passer en force pour des considérations politiciennes. Il est irresponsable et dangereux.

La CGT cheminots de Lorraine dénonce les violences qui se sont produites mardi 14 janvier au rectorat de Nancy sur des citoyens qui combattent la réforme des retraites par point. Nous dénonçons également l'attitude de certaines directions d'établissement qui interdit aux lycéens et étudiants de s'organiser pour s'inscrire dans la lutte en multipliant les intimidations et menaces de sanctions ! Nous demandons au Préfet d'assurer l'entière liberté d'aller et venir, de se rassembler, de manifester pour toutes celles et ceux qui luttent pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.